

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 03/02/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIQUE ENVIRONNEMENT

6 rue Blaise Pascal
17180 Périgny

Références : 0003102854/2025/59
Code AIOT : 0003102854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement ATLANTIQUE ENVIRONNEMENT implanté 6 rue Blaise Pascal 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite constitue un récolement des travaux réalisés suite à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 29/04/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIQUE ENVIRONNEMENT
- 6 rue Blaise Pascal 17180 Périgny
- Code AIOT : 0003102854

- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par télédéclaration du 3 mai 2017, la société Atlantique Environnement représentée par M. Thierry Allard a télédéclaré les activités suivantes (sur un site de 5000 m²) :

- une installation de tri, transit ou regroupement de déchets DEEE (cf. rubrique 2711) pour un volume total de 100 m³,
- une installation de tri, transit ou regroupement de déchets métalliques (cf. rubrique 2713) sur une surface totale de 900 m²,
- une installation de tri, transit ou regroupement de déchets dangereux (batteries usagées) (cf. rubrique 2718) pour une quantité maximale de 0,9 t.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 26 octobre 2021 suite aux constats de l'inspection de septembre 2021. La direction en place a notamment été remplacée.

En juin 2023, une nouvelle inspection a permis de lever la mise en demeure de 2021. Toutefois, les travaux de mise en conformité de la gestion des eaux du site ont débuté mais ne sont pas terminés, ce qui a amené à la signature d'un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure le 29 avril 2024. La présente inspection a pour objectif de vérifier la fin des travaux et la gestion opérationnelle des eaux du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 4.1 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|--------------------------|--|--------------------------|
| 1 | arrêté de mise en demeure | AP de Mise en Demeure du | / | Levée de mise en demeure |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| | | 29/04/2024, article 1 | | |
| 2 | dispositions générales | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 1.1 et 1.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 3 | Règles d'implantation | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 2.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Entreposage des produits et déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 3.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 6 | Réseau de collecte des eaux pluviales | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 5.1 et 5.2 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'ensemble des travaux attendus permettant de lever la mise en demeure du 29 avril 2024. Toutefois un système de détection automatique incendie doit être installé dans le bâtiment de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : arrêté de mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2024, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, arrêté de mise en demeure |
| Prescription contrôlée : La société Atlantique Environnement représentée par M. Florian LAMIRE exploitant des installations de transit et regroupement de déchets dangereux (batteries usagées), de déchets métalliques et de déchets d'équipements électriques et électroniques sise au 6 rue Blaise Pascal à Périgny (17180) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Article 2.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique n°2718 susvisé en : <ul style="list-style-type: none"> installant une rétention étanche des eaux d'écoulement du site susceptibles d'être |

polluées **dans un délai maximum de trois mois** ;

- justifiant le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction selon la méthode de calcul des guides D9 et D9A **dans un délai maximum de trois mois** ;
- installant un dispositif d'isolement des eaux d'écoulement du site susceptibles d'être polluées **dans un délai maximum de trois mois** ;

- Article 5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique n°2718 susvisé en :

- réalisant une campagne d'analyses des eaux **dans un délai maximum de trois mois** ; transmettant le rapport d'analyses et les commentaires sur ces résultats à l'inspection **dans un délai d'un mois maximum** après la réalisation de celles-ci.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection constate la présence d'une citerne souple vide d'une capacité de 75 m³, située à l'arrière du bâtiment, faisant office de rétention des eaux d'écoulement susceptibles d'être polluées en cas de besoin.

Un dispositif d'isolement des eaux d'écoulement du site susceptible d'être polluées est également constaté, constitué d'une vanne de sectionnement dans un regard situé en amont du bassin et une supplémentaire en sortie de canalisation située dans le bassin d'infiltration, ainsi qu'une pompe de relevage, disposée dans un autre regard en amont du bassin.

L'exploitant indique que l'ensemble du dispositif (bâche souple et dispositif d'isolement) a été mis en place en juillet 2024.

Le dimensionnement du besoin en eau d'extinction et de la rétention des eaux (selon les guides D9 et D9A) a été adressé à l'inspection par courrier postal du 08/07/2024.

Le résultat du calcul du besoin de rétention met en évidence une capacité de 75 m³, ce qui correspond au volume de la citerne souple présente sur le site.

Le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie est de 50 m³ selon le guide D9. Une réserve souple de 50 m³ est présente sur le site à l'arrière du bâtiment à proximité immédiate de la citerne souple destinée à la rétention des eaux polluées.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection, par courriel du 17/01/2025, des photos attestant de l'affichage de la consigne ouvert/fermé sur les 2 vannes de sectionnement.

L'exploitant indique à l'inspection que des prélèvements d'eau dans le bassin pour analyse ont été réalisés fin 2024.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection, par courriel du 17/01/2025, le rapport d'analyse relatif au prélèvement réalisé le 07/11/2024.

Les résultats mettent en évidence un dépassement de la valeur de DCO par rapport au seuil autorisé (390 mg/l au lieu de 300 mg/l). Cette valeur élevée peut s'expliquer par la très faible quantité d'eau dans le fond du bassin et peut être considérée comme non représentative.

Une attention particulière devra être portée sur ce paramètre lors de la prochaine campagne d'analyse de l'eau du bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 1.1 et 1.2

Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique et plans de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La rubrique 2718-2 est soumise au régime DC.

1.1. Contrôle périodique

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement (périodicité de 5 ans maximum). Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

1.2. Dossier installation classée

L'exploitant établit et tient à jour les plans de l'installation. (...)

Constat de la visite du 29/02/2024 :

=> L'exploitant doit compléter les informations qu'il indique dans les rapports de visite de Veritas par la date de remise en conformité du point soulevé par le bureau de contrôle.

=> L'exploitant doit compléter ses plans de zonage avec la localisation des zones à risque le cas échéant et les afficher dans le bâtiment principal pour mise à disposition des services d'incendie et de secours.

=> L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats des calculs D9 et D9A demandés par Veritas ainsi que la fiche procédure pour l'isolement des réseaux en cas de pollution.

=> L'exploitant informera l'inspection de la date de réalisation de l'étude de bruit et fournira le rapport à l'inspection dès réception.

Nouveaux constats :

La visite de conformité du bureau d'étude Véritas datant de 2022, aucune nouvelle visite n'a été réalisée depuis la précédente inspection. La prochaine visite aura lieu en 2027.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 17/01/2025 un plan de zonage de ses installations mis à jour avec les zones à risque.

Il est affiché ce même jour dans le bâtiment. En complément, l'exploitant s'engage à le mettre rapidement à disposition des services d'incendie et de secours dans une boîte aux lettres rouge à l'entrée du site, à l'extérieur du bâtiment.

les fiches de calcul D9 et D9A demandées par VERITAS dans son rapport de 2022 ont été transmises par courrier du 08/07/24.

L'étude de bruit demandée par VERITAS a été réalisée le 11/04/2024 et transmise par courrier du 08/07/24. Les résultats montrent que le bruit émis par les activités de l'installation n'a pas d'impact sur son voisinage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.

L'annexe II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 de prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des ICPE, précise que les dispositions de l'article 2.1 de l'annexe I ne sont pas applicables aux installations existantes.

Constat de la visite du 29/02/24 :

=> L'exploitant fait réaliser une étude de flux thermiques dans un délai de trois mois maximum et transmet le rapport d'étude à l'inspection dès sa réception.

Constats :

L'étude de flux thermique a été réalisée par le bureau d'étude Ahida Conseil en avril 2024 et le rapport a été transmis à l'inspection par courrier du 08/07/24.

Le rapport conclut que les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² susceptibles d'être émis par l'établissement en cas d'incendie restent dans l'enceinte de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constat de la visite du 29/02/24 :

=> L'exploitant met en place un marquage ou toute identification appropriée des différentes zones d'entreposage des déchets dans un délai de 2 mois maximum.

Nouveaux constats :

L'inspection constate lors de la visite la présence d'un marquage sur chacune des cellules de stockage de déchets métalliques extérieure ainsi qu'un plan descriptif de l'installation avec les différentes zones de stockage à l'entrée du site, favorisant la circulation et l'orientation des apporteurs de déchets.

Les GEM froids sont stockés sous le auvent mais au bord de celui-ci, les rendant vulnérables aux précipitations.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 17/01/25 une photo justifiant du déplacement du stockage des GEM à un endroit plus abrité des intempéries sous le auvent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constat de la visite du 29/02/24 :

=> L'exploitant équipe son installation d'une alarme incendie dans un délai de 2 mois maximum.

=> L'exploitant s'assure de la disponibilité d'un poteau incendie de débit suffisant à moins de 100 m de son installation. Il informe l'inspection de la solution retenue pour répondre à cette obligation réglementaire dans un délai de 2 mois maximum.

=> L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours un plan des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant leur intervention avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire dans un délai de 2 mois maximum.

Constats :

L'inspection constate la présence d'une alarme incendie à déclenchement manuel au niveau des deux accès extérieurs au bâtiment de stockage.

Toutefois, l'installation ne dispose pas de système de détection automatique d'incendie.

Afin de palier à l'éloignement des poteaux incendie, situés à plus de 100m de l'entrée de l'installation, l'exploitant a installé une bache souple de 50 m³ à l'arrière du bâtiment, conformément au besoin en eau d'extinction défini selon le guide D9.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant équipe son installation d'un système de détection automatique incendie dans un délai de 2 mois maximum.

=> L'exploitant doit contacter le service d'incendie et de secours afin de faire réceptionner la réserve en eau de 50 m³ de l'installation dans la base de données du SDIS 17.

Type de suites proposées : Avec suites

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : Réseau de collecte des eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I 5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de collecte des eaux pluviales et rejet des effluents |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Constat de la visite du 29/02/24 :</p> <p>=> L'exploitant transmet à l'inspection un plan des réseaux à jour dans un délai maximum de 3 mois. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p> <p>Constats :</p> <p>Suite à la visite, un plan des réseaux à jour a été transmis à l'inspection par courriel du 17/01/25.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |